

Le fil rouge

REVUE TRIMESTRIELLE
DÉPARTEMENTALE
D'HISTOIRE SOCIALE
1^{ER} TRIMESTRE 2021
N°72 - 12€



Opération de solidarité de la CGT avec les mineurs britanniques en grève.
Des jouets sont envoyés aux enfants de mineurs grévistes pour Noël (hiver 1984-1985).
Fonds Henri Krasucki, 7 CFD158, IHS CGT.

solidarité mi britanniques

CGT

CHRISTMAS

La solidarité en temps de grève p.3



La solidarité en temps de grève
p.3



**Syndicalisme et résistance
ouvrière à l'usine Bréguet
au Havre 1943-1944** p.13



**Pages d'histoires
de la Raffinerie Total Normandie**
p.17



Sommaire

p. 3 à 12

La solidarité en temps de grève

p. 13 à 16

Syndicalisme et résistance ouvrière
à l'usine Bréguet au Havre 1943-1944

p. 17 à 18

Pages d'histoires
de la Raffinerie Total Normandie

p. 19

Dresser-Rand.
Comme une usine dans la ville
ou laisse-moi te dire Mazeline.

p. 20 à 21

CGT Navale, une histoire havraise

p. 22 à 23

Bibliothèque du syndicat
et de l'Union Locale

Un monde meilleur est possible

Papeteries de la Chapelle à Grand-Couronne, Dresser-Rand au Havre, Industrie du verre dans la vallée de la Bresle... Il y a ce qui apparaît à la surface de l'actualité et les drames des licenciements à bas bruit qui plombent l'avenir. Quand la peur de perdre son emploi se conjugue avec la crainte de l'épidémie, lorsque la situation sociale exacerbe les tensions et que l'unité syndicale est en panne, alors qu'aucune alternative politique n'est perceptible, nous devons faire le constat que le mouvement syndical est à la peine.

Les démons de notre histoire la plus sombre sont de nouveau sur le devant de la scène. Ils ont été libérés et se baladent dans la nature. Ils parasitent le débat public sans vergogne. Racisme, avidité, cynisme, haine, guerre de religion et de civilisation, se vautrent dans les médias aux mains de quelques milliardaires qui imposent leur idéologie ultra libérale mortifère. Face à cette tentative de modeler la société où une appartenance communautaire primerait sur le collectif et le social, nous opposons la force de la raison avec notre souci de l'égalité, de la fraternité et de la liberté de penser. La « lepénisation des esprits » n'est pas une fatalité. La peur irrationnelle de l'immigration, l'appréhension face aux religions des autres, et spécialement de l'islam, l'indignation sans l'engagement, poussent les gens à se tourner vers les réseaux dits sociaux qui les enferment dans des chambres d'écho, où ils finissent par ne plus entendre qu'eux-mêmes.

Il y a aujourd'hui urgence à donner espoir au mouvement social. Un monde meilleur est possible. La gauche au pouvoir a accepté le modèle économique qu'elle dénonçait jusqu'à présent. Le clivage avec la droite devenait dès lors uniquement sociétal...et encore, de moins en moins au fil du temps. C'est sur ce champ de ruines qu'il convient de construire une perspective crédible et lisible si on veut éviter la fatalité du malheur avec un duel entre la droite et l'extrême droite à la prochaine élection présidentielle.

La vie doit être comprise en regardant en arrière. Mais il ne faut pas oublier qu'elle doit être vécue en regardant vers l'avant.

Jacky Maussion

2021 SOUTENEZ VOTRE INSTITUT ET LE FIL ROUGE

Cela fait plus de 20 ans qu'existe notre Institut. Vous appréciez notre travail et nos initiatives ; aidez-nous à faire connaître « Le Fil Rouge » autour de vous, dans votre syndicat, dans votre comité d'entreprise, dans votre bibliothèque ou médiathèque, dans votre municipalité.

Notre Institut CGT d'Histoire Sociale est une association loi 1901. À ce titre, il vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses adhérentes et de ses adhérents, ainsi que grâce au dévouement de ses militants et d'historiens bénévoles. Depuis quelques mois, tous les adhérents de notre Institut reçoivent, par courriel, une lettre qui les informe de la vie de notre Institut, de ses rendez-vous, de ses initiatives.

N° 72 - 23^e année
Édité par l'IHS CGT 76
Courriel : ihsctg76@bbox.fr
Site : www.ihsctg76-lefilrouge.fr

N° ISSN : 1625-4503
N° Siret : 7529047220028

Directeur : Jacky Maussion
Responsable de la publication :
Jacky Maussion, Alain Bozec,
Sylvain Brière, Grégory Laloyer

Ont participé à ce numéro : Florent Godguin,
Rebecca Shtasel, Jacky Maussion, Jean-Louis
Jegaden, Jean-Denis Dupéroux.

Iconographie : ADSM 195 J 48,
Pierre Louvard, IHS CGT 76, Dan Lemonnier,
André Delestre, Rebecca Shtasel, Collection
Albert Perrot, Fonds Henri Krasucki, Luc Bourlé,
Jean-Louis Jegaden.

Conception graphique : Médiris
06 21 48 99 00
www.facebook.com/agence.mediris
Numéro d'émetteur : 522992.

Imprimerie : Public Imprim.



La solidarité en temps de grève

En décembre 2019 et janvier 2020, le vaste mouvement de contestation contre le projet gouvernemental de réforme des retraites a connu une durée marquante, qui a posé la question du coût d'un long conflit pour les grévistes. Depuis plus de cent-cinquante ans, l'histoire du mouvement ouvrier est aussi celle de ces travailleurs qui ont imaginé la manière d'apporter des réponses à ce problème. Cet article explore « la lutte et l'entraide », ces pratiques de solidarité expérimentées en temps de grève, parfois avec spontanéité mais qui révèlent également toutes les capacités de mobilisation des ouvriers eux-mêmes et de leurs organisations.

L'une de ces réponses consiste à espérer la solidarité des proches, la grève traduisant alors la solidarité des communautés professionnelles, ou le cas échéant, leurs faiblesses. Un conflit qui s'étend sur plusieurs semaines ou mois suppose une forte entraide, notamment dans les groupes ouvriers qui se distinguent par une forte homogénéité et une forte identité professionnelle, comme les cheminots¹.

Très rapidement, il est question de solliciter des parents, des camarades ou de compter sur la bienveillance pour obtenir des petits crédits. Les municipalités peuvent aussi appuyer les grévistes, soit financièrement, soit par des aides en nature. La première municipi-

palité socialiste du département, Sotteville-lès-Rouen, dirigée par le maire Ernest Gahineau (1897-1912), accorde des aides ponctuelles aux mouvements de grève à la Grand Combe en 1897 et aux établissements Manchon l'année suivante². Près d'un siècle plus tard, le 1^{er} décembre 1995, le maire Pierre Bourguignon s'adresse aux cheminots grévistes du dépôt de Sotteville et leur rappelle « *que le Centre Communal d'Action Sociale se tient à la disposition de ceux qui se trouveraient dans une situation financière difficile* »³. La solidarité semble d'abord tournée vers les grévistes résidents de la commune. À Rouen, le 7 décembre de la même année, le principe de la gratuité de la can-

1 Les grévistes apportant les repas à leurs camarades emprisonnés.

Source : collection Pierre Louvard, ADSM 195 J 48

Par Florent Godguin, professeur d'histoire en collège, chargé de cours à l'Université de Rouen

1. Christian CHEVANDIER, *Cheminots en grève ou la construction d'une identité (1848-2001)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002.

2. Yannick MAREC, « Sotteville-lès-Rouen, ville socialiste (1896-1914) une politique sociale spécifique? », *Cahiers Jaurès* 2005/3, (N°177-178), p. 97.

3. Fonds privé, coll. Sylvain Brière. Lettre de Pierre Bourguignon aux cheminots du dépôt de Sotteville, 1^{er} décembre 1995.

NATIONAL UNION OF MINeworkERS
NORTH WESTERN AREA

BOLD BRANCH

Telephone
Newton-le-Willows 5568 — Bold NUM Office
4581 Ext. 59
Home: St. Helens 818337

Secretary: M. GREGORY
P.O. BOX 7,
248 WHITEACRE,
CLOCK FACE,
ST. HELENS,
MERSEYSIDE

2.12.84.

Cheminots-Du-Rouen-Et-Sotteville.
CST/CFDT.

Dear Comrades,

Many thanks for your kind donation of ~~2,500~~ 508. £/\$ which will help the miners families against starvation and keep them going at the time of need.

We have been on strike now for nine months and Christmas is nearly upon us which makes it more difficult for all the families.

Our funds are very low and your donation helps us tremendously and is much needed.

Thanking you on behalf of Bold and Sutton Manor families.

Yours fraternally,

Mal Gregory
Mal Gregory.

Cher(e) Camarades ,

Merci beaucoup pour votre aimable donation de 508 Livres qui aidera les familles de mineurs contre les privations et permettra de répondre à leurs besoins.

Nous sommes en grève depuis maintenant 9 mois et Noël est proche, ce qui donne encore plus de difficultés pour toutes les familles.

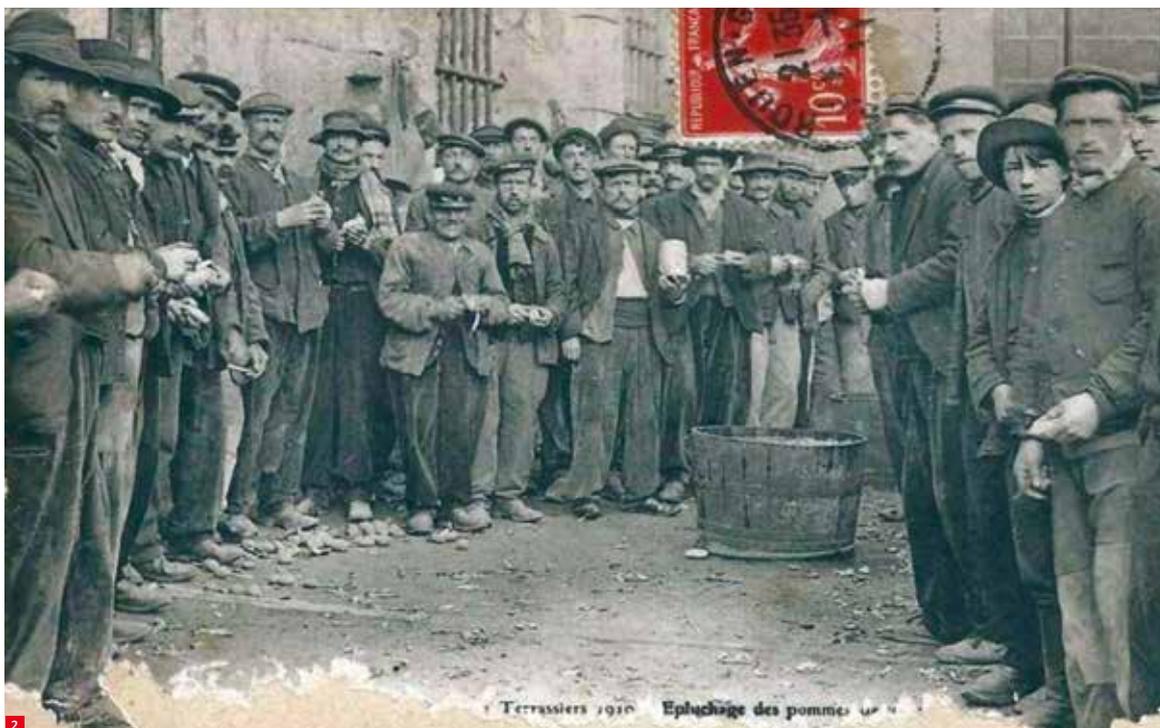
Nos fonds sont très bas et votre donation nous aide terriblement et nous est d'une grande nécessité.

En vous remerciant de la part des familles de BOLD et de SUTTON MANOR.

FRATERNELLEMENT.

Courrier adressé par Gregory Mal au comité de soutien des cheminots de Rouen et Sotteville, constitué pour exprimer et mettre en place des actions de solidarité envers les mineurs britanniques en grève (1984-1985).

Fonds privé, coll. Pierre Louvard.



« Avant même que celle-ci soit autorisée en 1864, se mettre en grève représente un risque réel de renvoi immédiat et de répression judiciaire. Les grèves secourues sont alors une minorité. »

tine pour les enfants rouennais de cheminots pendant la grève est adoptée⁴. En 1922, lors de la grève des métallurgistes, la municipalité havraise dirigée par le radical Léon Meyer vote des subventions à hauteur de 2000 francs tout comme la municipalité de Sanvic avec 500 francs⁵. Ces formes élémentaires de solidarité sont importantes mais se révèlent insuffisantes, et les ouvriers s'organisent très vite pour préparer la mobilisation, puis pour tenir dans la durée face à la résistance du patronat.

L'argent ou le nerf de la guerre sociale

La grève est une « parenthèse de la pauvreté »⁶ où l'argent est une dimension cruciale de la confrontation entre patrons et ouvriers et de l'issue de ce rapport de forces. Avant même que celle-ci soit autorisée en 1864, se mettre en grève représente un risque réel de renvoi immédiat et de répression judiciaire. Les

grèves secourues sont alors une minorité. Les sociétés de secours mutuels⁷, qui apparaissent dans la première moitié du XIX^e siècle, consacrent une partie des cotisations de leurs membres à l'indemnisation des « coalitions » futures. Ces formes élémentaires de caisses de grève connaissent un essor rapide avec la structuration d'un mouvement syndical, légalisé en 1884.

Elles se développent y compris à la Confédération Générale du Travail (CGT), acquises à l'action directe. On en compte 929 pour près de 500 syndicats en 1905. Les unions qui font le choix de cotisations importantes peuvent récolter quelques milliers de francs destinés à indemniser les adhérents grévistes, qui appartiennent souvent aux métiers les mieux rémunérés, sans jamais parvenir à compenser totalement la perte de salaire. L'existence de ces caisses de grève est un signe manifeste de la capacité des ouvriers à bien gérer des budgets, voire à épargner, exprimant ainsi la revendication d'une respectabilité prolétarienne. Cette question est peut-être discutée lors du congrès constitutif de l'Union Départementale CGT de Seine-Inférieure, tenu au Havre au Cercle Franklin le dimanche 19 octobre 1913. Cependant, les moyens de la mise en œuvre de cette solidarité ne sont pas précisément explicités dans la rédaction définitive des statuts, comme semble l'indiquer l'article 21 : « Lorsque les membres d'un syndicat adhérent se mettent en grève, le Secrétaire de ce syndicat devra en avertir le Secrétaire de l'Union Départementale, qui en fera part aux autres syndicats adhérents, en les invitant à venir en aide aux camarades grévistes. En outre, l'Union Départementale étudiera les moyens possibles de venir en aide aux syndicats en grève par l'organisation d'une grève générale, locale de tous les syndicats »⁸. Il est toutefois notable que la grève peut être déclenchée par solidarité pour des ouvriers entrés en lutte.

2 La grève des terrassiers de Rouen.

Source :
Carte postale,
1910.

4. Fonds privé, coll. Sylvain Brière. Lettre de Enda Garcia-Dallois, Adjointe au Maire de Rouen aux affaires scolaires, 8 décembre 1995.

5. Léon Meyer sait qu'au travers des 14 000 grévistes, près de 40 000 personnes (femmes, enfants, vieillards et malades) sont touchées par cette grève, soit presque un quart de la population. Cf. ADSM Z289.

6. Stéphane SIROT, « La pauvreté comme une parenthèse : survivre en grève du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, n°101, 2007, p. 51-64.

7. Le Second Empire affiche certes son soutien aux sociétés de secours mutuels mais à la seule condition de pouvoir les surveiller et les empêcher d'avoir une dimension politique. Cf. Michel DREYFUS, Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme, 1852-1967, Paris, ditions de l'Atelier, 2001.

8. Supplément au journal Vérités, numéro de novembre 1913. Notes de Pierre Largesse; Archives nationales, F7 13619.

Mais l'organisation de la solidarité est d'abord pensée à une vaste échelle. Dès sa fondation, à Londres en 1864, l'Association Internationale des Travailleurs (ou Première Internationale) prévoit, dans ses statuts (article 9), l'« appui fraternel des membres de l'association »⁹, le plus souvent sous forme de prêts que ces

« Les relations d'entraide financière entre ouvriers de différents pays se multiplient. Les sommes sont modestes mais atteignent parfois des niveaux élevés lors de certains conflits avec les métiers les mieux organisés. »

3 Comité ouvrier et secours immédiat. Distribution de couvertures aux grévistes. IHS CGT

ouvriers s'engagent à rembourser une fois le conflit terminé. Les relations d'entraide financière entre ouvriers de différents pays se multiplient. Les sommes sont modestes mais atteignent parfois des niveaux élevés lors de certains conflits avec les métiers les mieux organisés. Des liens de connaissance, d'interdépendance et de réciprocité s'expriment par-delà les frontières. Ainsi, l'Angleterre est le foyer central de cette

entraide, qui accueille, à Londres, le siège du Conseil général de l'AIT et les syndicats les plus riches et les plus puissants au monde.¹⁰ La construction de réseaux de solidarité et l'apprentissage des pratiques d'entraide supposent d'intensifier les contacts entre les ouvriers européens et de surmonter certains des malentendus qui les opposent, nés de pratiques et d'intérêts divergents¹¹. C'est par exemple le cas entre les ouvriers du continent et ceux d'Angleterre. Les premiers effectuent les demandes de secours aux seconds, qui les étudient avant de donner leur réponse positive. Si on se place du côté britannique ou du côté continental, les montants collectés n'ont pas la même signification. Les prêts d'un montant de 5 à 20 livres consentis par les trade unions pèsent peu en comparaison du budget global de ces sociétés. Ils sont néanmoins plus « risqués » que ceux placés en Angleterre, dans la mesure où l'hypothèse qu'ils soient un jour remboursés est plus faible. Sur le continent, les sommes venues de Londres sont un secours inespéré permettant d'augmenter des caisses de grève peu fournies.

Ainsi l'aide britannique semble avoir joué un rôle significatif dans la grève qui éclate à l'hiver 1868-1869, dans les ateliers de tissage de la société Bertel à Sotteville-lès-Rouen, après la suppression d'une prime de 20 % accordée par le patron quelques années plus tôt aux ouvriers. La grève est spontanée. Les sommes reçues sont distribuées aux 200 ouvriers grévistes. Leur répartition est la suivante : sur les 2027,50 F



9. Mathieu LÉONARD, *Lémancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, Paris, La Fabrique, 2011, p. 368.

10. Nicolas DELALANDE, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Éditions du Seuil, « L'Univers historique », 2019, p. 113.

11. Nicolas DELALANDE, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, ibid., p. 99.

recueillis avant la fin de la grève, Darnétal fournit la plus grande partie de la somme (plus de 500 F), Elbeuf où l'A.I.T. est en cours d'organisation 114,50 F seulement; la contribution de Rouen est quant à elle relativement faible soit 211,15 F; les vallées de l'Ouest sont complètement absentes. Ainsi, la contribution promise par les Anglais représente un cinquième des ressources totales de la grève (500 francs sur un budget de 2500 francs). Mais cette somme arrive trop tard pour être dépensée: Émile Aubry s'en prend aux ouvriers de l'usine Bertel, dont l'impréparation aurait empêché que la grève puisse être poursuivie jusqu'à la réception des fonds venus de l'étranger. Il estime à 30 000 francs (1200 livres) la somme qui aurait pu parvenir, d'autant que la grève a reçu le soutien officiel du Conseil général de l'AIT, grâce à l'intervention amicale d'Applegarth et de Karl Marx¹². Recevoir de l'argent venant de Londres peut prendre du temps et les ouvriers doivent alors être en capacité de tenir plusieurs jours sur leurs fonds propres.¹³

La solidarité n'est pas exclusivement ouvrière

Comme l'argent reste le nerf de la guerre, sa récolte passe également par la rédaction de souscriptions, diffusées par la presse ouvrière. Les listes portent en effet, en regard des sommes versées, la mention des souscripteurs, localisés avec précision. Les donateurs sont en majorité des groupes comme des organisa-

tions syndicales (prioritaires). Le syndicat des cheminots unitaires de Sotteville-lès-Rouen participe à une souscription (sur la quatrième liste, les fonds sont d'abord versés au siège de la C.G.T.U) et versent 100 francs en soutien à la grève des pêcheurs sardiniens bretons en 1927¹⁴. On apprend par exemple que les travailleurs du spectacle organisés dans leurs syndicats à Rouen et au Havre participent à une souscription dont le montant s'élève à 398 789 francs et 55 centimes pour leurs camarades de Nice qui mènent un conflit: « ils assurèrent pendant toute cette période les secours indispensables à leurs camarades frappés en prélevant sur leurs salaires, parfois cependant trop insuffisants, les sommes indispensables »¹⁵.

Les sommes récoltées, parfois importantes, montrent que les contributions n'appartiennent plus seulement à la classe ouvrière et que de nouvelles alliances politiques et sociales peuvent se nouer. Les ouvriers savent en effet convaincre du bien-fondé de leur combat, expliquant que celui-ci

« ils assurèrent pendant toute cette période les secours indispensables à leurs camarades frappés en prélevant sur leurs salaires, parfois cependant trop insuffisants, les sommes indispensables. »



Au Havre, plus de 100 enfants de mineurs furent accueillis du 3 avril au 12 avril 1963

L'Union Locale des syndicats CGT fut particulièrement active pour impulser cette solidarité matérielle et financière. Outre l'accueil des enfants, un appel à verser une journée de salaire pour les mineurs en grève fut largement entendu par les salariés. À l'initiative de l'Union Départementale des syndicats CGT, une vignette de 100 francs par syndiqué fut ajoutée. Photo IHS CGT.

12. Cité par Marcel BOIVIN, *Le Mouvement ouvrier dans la région de Rouen, 1851-1876*, Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1989, tome I, p. 271.

13. Nicolas DELALANDE, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, ibid., p. 119.

14. « La souscription pour les pêcheurs bretons », *L'Humanité*, 10 juillet 1927.

15. « Le conflit du spectacle à Nice », *L'Humanité*, 2 juin 1927.



4 Monseigneur Gaillot, Evêque d'Evreux était venu apporter son soutien aux grévistes.

Photo Dan Lemonnier.

peut avoir des conséquences sur d'autres groupes sociaux. Ainsi, les commerçants ont tout intérêt à faire quelques dons en nature et à accorder un crédit aux grévistes. En échange, le syndicat leur assure une certaine publicité auprès de ses adhérents mais, en cas de refus, il peut appeler au boycott. Lors du lock-out des ouvriers du port de Rouen en 1908¹⁶, les travailleurs expliquent que le remplacement des dockers par de nouvelles machines va chasser beaucoup d'ouvriers qui sont autant de clients des commerçants de la rive gauche. Ces derniers comprennent l'intérêt de soutenir l'action des travailleurs : leurs dons en nature sont nombreux avec du lait ou encore de la saucisse¹⁷. Cette solidarité commerçante est empreinte de considérations calculées : on vient en aide à ses clients¹⁸. La grève des métallurgistes au Havre en juillet 1922 bénéficie d'un très large soutien dans tous les secteurs de la population sauf le patronat métallurgique lui-même. Les autres branches professionnelles manifestent une forte adhésion à l'idée de solidarité ouvrière alors que d'autres milieux expriment une compassion affichée pour des raisons diverses à l'égard des grévistes.

Le comité de grève organise des quêtes dans la rue et au porte-à-porte chez les commerçants. Les réfractaires voient alors leur nom affiché au local syndical, ce qui peut entraîner le boycott de leur magasin. Le comité reçoit ainsi toute forme de contribution :

les boulangers remettent leur pain, les coiffeurs offrent des coupes de cheveux gratuites¹⁹, un médecin – le Docteur Daniel – rend gratuites ses consultations et les épiciers donnent leurs aliments. Certaines formes de soutien sont en même temps inattendues et remarquables comme la pétition accompagnée du produit d'une quête faite par les agents de la police municipale, la contribution d'un prêtre local, et les quêtes effectuées après chaque représentation des Folies Bergères. Les détaillants soutiennent ouvertement la grève puisque leurs affaires dépendent des revenus ouvriers²⁰. Les prix au Havre ont presque quadruplé depuis le début du conflit et

« le système capitaliste est né avec les bras des gens, maintenant, on a l'impression qu'il n'en a plus besoin, il élimine les hommes pour faire plus de profits. J'estime qu'il faut changer de société. »

les commerçants ne parviennent plus à écouler leur stock de marchandises car les ouvriers ne peuvent plus les acheter. Ces exemples montrent que la grève n'est pas seulement un affrontement entre patrons et ouvriers.

16. Le Semeur, 4 avril 1908.

17. Le Semeur, 23 mai 1908.

18. Michelle PERROT, Les ouvriers en grève. France, 1871-1890, Mouton, Paris-La Haye, 1974, p. 535-536.

19. « La grève des métallurgistes au Havre », L'Humanité, 11 juillet 1922.

20. John BARZMAN, Dockers, métallos, ménagères. Mouvements sociaux et cultures militantes au Havre (1912-1913). Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997, p.320.

« Pour tenir une grève longue, il est également nécessaire de mettre en commun le peu dont on dispose : c'est le développement des « soupes communistes » ou repas de grève. »

Les ouvriers en grève reçoivent aussi le soutien des intellectuels et des artistes. Comédiens, chanteurs et artistes viennent se produire dans les usines occupées, encourager les grévistes à tenir bon. Lors de la grève chez Renault-Cléon en 1991, des personnalités comme Gilles Perrault, écrivain ; Stéphane, du groupe Indochine ; Colette Magny, artiste et Siné, dessinateur signent un texte commun où ils s'affirment solidaires de la lutte des travailleurs de Cléon pour les 1500 francs de plus par mois et les 3300 francs au titre de rattrapage sur la prime d'intéressement²¹. Un concert est organisé devant l'usine avec Georges Moustaki, Francesca Solleville, Leny Escudero et Allain Leprest. Ce soutien moral et fraternel est l'œuvre d'artistes engagés et sensibles aux luttes sociales. Il peut aussi donner un caractère festif à la grève. Leny Escudero déclare : « *le système capitaliste est né avec les bras des gens, maintenant, on a l'impression qu'il n'en a plus besoin, il élimine les hommes pour faire plus de profits. J'estime qu'il faut changer de société.*²² » Il faut également souligner la venue de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, un diocèse qui recoupe le département de l'Eure, où le premier employeur n'est autre que Renault. Il dit lors de sa venue : « *Je suis ici pour demander avec les grévistes la reprise du dialogue, la levée des sanctions ; ce n'est pas mon diocèse mais la solidarité n'a pas de frontières. Un évêque est fait pour être dans la mêlée. Sinon à quoi sert-il ?*²³ »

Manger dans la lutte : les soupes communistes

Pour tenir une grève longue, il est également nécessaire de mettre en commun le peu dont on dispose : c'est le développement des « soupes communistes » ou repas de grève.²⁴ Avant l'autorisation des grèves et des syndicats, les conflits sont la plupart du temps de courte durée et ne nécessitent pas l'organisation pérenne de systèmes de distribution alimentaire. La banalisation des pratiques grévistes à la fin du siècle, l'allongement et l'institutionnalisation des conflits

obligent à inventer de nouvelles formes d'organisation « *par en bas* ». Le développement des repas grévistes s'inscrit dans une série de pratiques antérieures, notamment les « fourneaux économiques » et les « *soupes populaires* » organisés localement par les pouvoirs publics et les milieux philanthropiques. Leur nombre grandit au milieu du XIX^e siècle afin d'affronter les crises de subsistance et atténuer les troubles sociaux. L'expression « soupe communiste » est usitée vers 1904-1905 et cette pratique devient de plus en plus massive à la veille de la Grande Guerre. Ces expériences d'alimentation collective servent non seulement à nourrir la main d'œuvre mais produisent de la solidarité, jouant un rôle central dans la dynamique du conflit, dans sa médiatisation et sa légitimation. En 1907, pendant 35 jours, des repas gratuits sont distribués aux maçons grévistes et à leur famille, matin et soir place de la Haute Vieille Tour à Rouen²⁵. Les grévistes partagent leur repas en commun, apprennent à mieux se connaître et tissent des liens entre eux, leur permettant ainsi d'être plus unis dans la lutte. Leur sentiment d'appartenance à la classe ouvrière en sort renforcé.

Au Havre, du 28 juin 1909 au 9 août 1909, 690 travailleurs du bâtiment sont en grève et seize entreprises sont ainsi touchées²⁶. C'est un sacrifice très important pour ces ouvriers qui n'ont plus aucun revenu pour se nourrir. Le comité de grève demande alors dès le 1^{er} juillet 1909 à la municipalité d'autoriser la pratique de la quête, organisée pour les grévistes chargés de famille²⁷. Une liste de vingt personnes est établie. L'Union des Syndicats du Havre et de la Région joue un rôle majeur dans ces pratiques d'entraide et de solidarité avec la somme de 6000 francs dépensés soit « *126 000 kilos de pain, 2400 kilos de pommes de terre, 600 kilos de viande et 400 kilos de haricots, en plus des légumes divers, extraits de viande, etc.*²⁸ ». Ainsi, les soupes communistes ont pu être distribuées durant quarante jours et ont permis aux grévistes de tenir bon dans la grève. On peut aussi relever que la

« On peut aussi relever que la répression des autorités n'entrave pas toujours l'organisation de la solidarité comme lors de la grève des mouleurs au Havre entre novembre 1909 et février 1910. »

21. L'Humanité
Dimanche,
2 novembre 1991.

22. L'Humanité
Dimanche,
4 novembre 1991.

23. <https://maitron.fr/spip.php?article216736>, notice GAILLOT Jacques, Jean, Edmond par Jacques Defortescu, version mise en ligne le 10 juin 2019, dernière modification le 13 juin 2019.

24. François JARRIGE, « L'invention des soupes communistes en France (1880-1914) », in Thomas BOUCHET, Stéphane GACON, François JARRIGE, François-Xavier NERARD, Xavier VIGNA (dir.), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu, 2016, pp. 161-178.

25. La Dépêche,
25 avril 1907.

26. AMHFCl2 carton 7
liasse bis, Grèves,
Terrassiers 1909.

27. AMHFCl2 carton 7
liasse 14 bis, Grèves,
Terrassiers, 1909.

28. Vérités,
1^{er} septembre 1909.

6 1^{er} mai 1992 au Havre: À l'issue de la manifestation André Duroméa accueille des manifestants et des représentants de l'Amicale des Travailleurs Algériens devant la mairie. On reconnaît notamment Jacques Defortescu, secrétaire général de l'Union Locale des syndicats CGT du Havre, Annie Bertelle, membre du bureau de l'UL, Bernard Vatinet des communaux, Daniel Colliard et Pierre Bisch, adjoints au maire, Jacky Kahn de l'Union Départementale des syndicats CGT.

Photo IHS CGT 76.



29. Pour en savoir plus sur ce conflit, nous recommandons cette référence: Hélène RANNOU, « La permanence du syndicalisme révolutionnaire au Havre de 1892 à 1953 », Thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Yannick Marec, Rouen, Université de Rouen, 2014, pp. 204-209.

30. ADSM 195 J 48.

31. Stéphane SIROT, « La pauvreté comme une parenthèse. Survivre en grève du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale », Cahiers d'histoire- Revue d'histoire critique, n°101, 2007, p. 51-64.

32. Denis WORONOFF, La France industrielle, gens des ateliers et des usines, 1890-1950, Paris, Éditions de Chêne, 2003, p. 231.

33. « Parmi les machines stoppées », L'Humanité, 12 juin 1936.

34. Claude GESLIN, « La grève des chaussonniers fougereais de l'hiver 1906-1907 », Cahiers Jaurès, n°199, p. 2011, pp. 41-52.

répression des autorités n'entrave pas toujours l'organisation de la solidarité comme lors de la grève des mouleurs au Havre entre novembre 1909 et février 1910²⁹. Les membres du comité de grève sont enfermés mais des ouvriers grévistes apportent de la nourriture à leurs camarades emprisonnés³⁰. Par ailleurs, la question des rapports de genre et de la répartition sexuée des tâches au sein de ces moments de distribution alimentaire se pose. Même dans un contexte conflictuel propice à la subversion des normes habituelles, les femmes échappent difficilement à leur rôle traditionnel. Les hommes se retrouvent souvent derrière les fourneaux pour préparer les repas et diriger les opérations alors que les femmes sont chargées des tâches d'épluchage. Les nombreuses cartes postales de grève, comme celle des terrassiers de Rouen en 1910, montrent ces hommes qui posent près des marmites, reléguant les femmes au rôle d'auxiliaires. Les grèves du Front Populaire ont elles aussi donné lieu à ces pratiques : la distribution de nourriture nécessite une solide logistique surtout dans les grandes usines. Le ravitaillement est une question cru-

ciale qui permet de faire durer la grève, ancrer le mouvement dans le temps, maintenir les ouvriers sur place et contribuer à renforcer la solidarité et le sentiment d'appartenance au collectif³¹. Les premiers « fournisseurs » de nourriture sont généralement les familles des grévistes qui les ravitaillent, en particulier les compagnes ou les épouses³², comme chez Breguet au Havre, première usine occupée le 11 mai 1936. En effet, la moitié des repas est ainsi fournie par les familles, l'autre étant préparée à l'intérieur de l'usine grâce au fonds de grève qui dispose de plus de 7000 francs grâce aux collectes³³.

« Les hommes se retrouvent souvent derrière les fourneaux pour préparer les repas et diriger les opérations alors que les femmes sont chargées des tâches d'épluchage. »

L'« exode des enfants »

Une autre stratégie déployée par les grévistes et leurs organisations syndicales est l'accueil d'enfants de grévistes. Cette pratique peut s'expliquer à partir d'un constat simple: il faut évacuer les bouches inutiles de la ville en grève. L'exode des enfants de grévistes frappe l'esprit des contemporains comme lors de la grève des chaussonniers de Fougères lors de l'hiver 1906-1907³⁴. Sur l'initiative en effet du Rennais Charles Bougot³⁵, plusieurs centaines

« Une autre stratégie déployée par les grévistes et leurs organisations syndicales est l'accueil d'enfants de grévistes. Cette pratique peut s'expliquer à partir d'un constat simple : il faut évacuer les bouches inutiles de la ville en grève. »

d'enfants (environ 500) furent dirigées à partir du 9 décembre, d'abord vers Rennes, puis vers Laval, Flers, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Nantes et enfin Rouen. Léon Torton raconte leur arrivée en gare de Rouen le dimanche 20 janvier : ce sont près de 500 personnes qui accueillent 27 enfants fougerais et qui entonnent l'Internationale dans une imposante manifestation qui déborde le service d'ordre. Les enfants sont ensuite conduits à la Bourse du Travail, où des gâteaux et du vin chaud leur sont servis. Puis ils sont répartis dans leurs familles d'adoption. Des fêtes sont données à leur profit et en faveur du lock-out de Fougères³⁶.

De telles formes d'entraide s'inscrivent dans la tradition militante locale comme lors de la grande grève des métallurgistes de 1922 : les enfants des métallurgistes sont envoyés à Paris, dans toute la région normande ou encore à Chartres³⁷ afin de limiter les privations endurées par les parents. Cette « solidarité de classe » permet de résister avec force au patronat. En 1948, des grèves dures éclatent en France et trouvent un écho considérable au Havre. Ce rebond conflictuel est impulsé par le drame de l'explosion d'un puits d'une mine de charbon à Courrières le 19 avril 1948 faisant 14 morts et 33 blessés dont 7 jugés dans un état extrêmement grave. S'ajoute à cela le projet de licenciement de 150 000 fonctionnaires en mai, les troubles de Clermont-Ferrand provoqués par l'évacuation de force des ouvriers des usines de pneumatiques Bergougnan dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 juin 1948, et enfin les décrets Lacoste remettant en cause le statut des mineurs³⁸. Relayés par la presse havraise, ces événements vont animer les débats et entraîner des actions chez les militants. Très vite, l'Union Locale CGT propose l'accueil des enfants des mineurs, le temps du conflit, au sein de familles havraises après que le gouvernement ait décidé de supprimer les prestations familiales aux grévistes. Cent dix enfants originaires de



Douai sont ainsi accueillis en octobre par des familles havraises solidaires du mouvement des mineurs. Pour les syndicalistes havrais, « les enfants ne devaient pas être les victimes de ce conflit³⁹ ». L'Union des Syndicats du Havre informe ses adhérents qu'ils peuvent s'inscrire au Cercle Franklin s'ils souhaitent prendre en charge un ou deux enfants. Des collectes sont effectuées et Henri Quesnel assure qu'un million quatre-cent-mille francs ont été collectés au Havre pour les enfants des mineurs⁴⁰.

35. <https://maitron.fr/spip.php?article101516>, notice BOUGOT Charles, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 2 juillet 2016.

36. Les Temps nouveaux, 26 janvier 1907.

37. L'Humanité, 31 août 1922. Un comité d'exode des enfants du Havre est constitué par l'Union des Syndicats unitaires, les syndicats adhérents, l'Association des Anciens Combattants et la Fédération communiste.

38. Marion FONTAINE et Xavier VIGNA, « La grève des mineurs de l'automne 1948 en France », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, vol. 121, n°1, 2014, pp. 21-34. On mentionnera également un mémoire de Master, qui éclaire et synthétise les principaux aspects de l'événement sur le plan national : Jean-Louis VIVENS, *Conflit social ou affrontement politique ? La grève des mineurs en France en 1948 sous les angles de la solidarité et de la répression*, mémoire de Master 2, sous la direction de Michel Pigenet, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2015.

39. Le Havre Libre, 22 octobre 1948.

5 Victor, 8 ans, venu de Noeux-les-Mines (en haut à droite), André Delestre (en haut à gauche), ses deux sœurs Chantal et Sylvie et son frère Luc. Photo collection André Delestre.

« Léon Torton raconte leur arrivée en gare de Rouen le dimanche 20 janvier : ce sont près de 500 personnes qui accueillent 27 enfants fougerais et qui entonnent l'Internationale dans une imposante manifestation qui déborde le service d'ordre. »

40. Selon un rapport des renseignements généraux du 15 novembre 1948, ADSM 32W Z 28563 Grèves, surveillance: rapports des renseignements généraux (1948-1949).

41. Michel PIGENET, « La grève des mineurs de 1963 », in Michel PIGENET, Danielle TARTAKOWSKY (dir.), Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours. Paris, La Découverte, « Poche/Sciences Humaines et Sociales », 2014, pp. 456-463.

42. ADSM 195 J 240. Coupure de presse de Paris Normandie non datée.

43. ADSM 195 J 240. Courrier adressé par Marcel LETESSIER, secrétaire de l'UD CGT 76, à Eugène GLORIEUX, le 27 mars 1963.

44. Gérard VANDENHENDE, « Le Grand Babin », Cahiers de l'IHS-CGT cheminots, n°53, 2^e trimestre 2015, p. 45.

45. ADSM 195 J 240. Courrier adressé par Marcel LETESSIER, secrétaire de l'UD CGT 76, à François FONTAINE, le 29 mars 1963.

46. Ce témoignage a été recueilli dans le cadre de la préparation du documentaire « Grève des mineurs de 1963, merci Papa ! », réalisé par Rémi BENICHOU, et diffusé sur France 3 en avril 2019. Le témoignage n'a pas été repris dans le documentaire.

Lors de la grève des mineurs de 1963, une vaste campagne de solidarité multiforme est organisée dans tout le pays. 23 000 enfants de grévistes sont accueillis par des familles ou des colonies de vacances au moment des vacances de Printemps, entre les 1^{er} et 16 avril⁴¹. Un Comité départemental d'accueil des enfants de mineurs est mis en place et près de 350 enfants originaires de la région de Lens sont accueillis⁴². L'Union Départementale CGT organise ainsi l'accueil de 45 enfants pour l'agglomération rouennaise et assure le transport⁴³. André Babin, alors responsable des colonies de vacances de l'Union Départementale CGT de son syndicat (Cheminots de Sotteville-lès-Rouen), et Robert Guérault vont chercher en car dans le Nord une cinquantaine d'enfants. De nombreuses familles les ont accueillis : deux sœurs ont séjourné chez André Babin et son épouse, Rose⁴⁴. Les enfants sont placés dans des familles de travailleurs des produits chimiques, cheminots, papier carton et même chez un hôtelier-restaurateur⁴⁵. André Delestre, aujourd'hui cheminot retraité, raconte ses souvenirs lorsque ses parents accueillent un jeune garçon de mineur gréviste⁴⁶ : « *Un soir, en rentrant des Chantiers de Normandie de Grand-Quevilly, mon père Marcel sollicite l'accord de ma mère Lucile pour accueillir quelques jours un enfant des mineurs en grève. Sans formalité, c'est ainsi que Victor arrive dans notre famille. Il a 8 ans comme moi et, semble-t-il, de Noeux-les-Mines. Nous avons perdu trace de son nom. Seule reste une photo de Victor dans l'album de la famille avec mes deux sœurs Chantal et Sylvie, et mon frère Luc. (...) L'accueil de Victor dans une toute petite maison s'est fait naturellement. Le lit était partagé. Le samedi soir, c'était la douche dans un grand bac au milieu de la cuisine pour bénéficier de l'eau chauffée sur la gazinière. Notre mère, avec peu de moyens, dépensait beaucoup d'énergie pour confectionner les repas, laver le linge à la main, veiller aux fratries qui se retrouvaient dans la rue pour jouer. L'échange et la mutualisation dans ce quartier ouvrier fonctionnaient à plein.* » Ce témoignage révèle cette valeur de solidarité en actes, qui est inséparable de toute l'histoire du mouvement ouvrier, loin d'être dépassée, à l'expérimentation inachevée, et toujours ancrée dans l'action pour porter l'idéal émancipateur de transformation sociale et de dépassement du capitalisme.

« Un soir, en rentrant des Chantiers de Normandie de Grand-Quevilly, mon père Marcel sollicite l'accord de ma mère Lucile pour accueillir quelques jours un enfant des mineurs en grève. Sans formalité, c'est ainsi que Victor arrive dans notre famille. Il a 8 ans comme moi et vient, semble-t-il, de Noeux-les-Mines. »



Rebecca Shtasel

Rebecca Shtasel est née en 1966 à Boston (USA). Elle vit en Angleterre depuis son plus jeune âge. Elle travailla dans le secteur public britannique dans le social. Elle était « Youth and Community Worker ». Passionnée d'histoire sociale contemporaine, elle étudie depuis quelques années à l'Université du Sussex située à Brighton. Intéressée par l'histoire du mouvement ouvrier français et ses spécificités havraises, elle désirait particulièrement écrire un article en langue française dans *Le Fil Rouge* qui lui fut utile dans ses études et recherches. Depuis 2019 elle est Docteur en Histoire. Donnons-lui la parole :

« J'habite à Brighton en Angleterre, de l'autre côté de la Manche presque face au Havre. En tant qu'ancienne syndicaliste, je m'intéresse au Havre et à son histoire de syndicalisme militant. Quand j'ai fait mon doctorat à l'Université de Sussex, j'ai choisi Le Havre comme mon sujet. Le titre est « Memory, influence and leadership: resilience and resistance in Le Havre 1936-1944. » Je dois remercier les historiens locaux, notamment John Barzman, Claude Malon et Jean-Paul Nicolas, pour leur aide indispensable au cours de mes recherches. Un remerciement particulier à Jean-Paul pour son aide afin d'améliorer les tournures de mon écriture en Français. Mon prochain projet est une biographie de la communiste, syndicaliste et résistante, Martha Desrumaux. »

1943-1944

Syndicalisme et résistance ouvrière à l'usine Breguet du Havre

L'usine aéronautique Breguet du Havre s'installa en 1931 près du pont VII sur le canal de Tancarville dans le sud-est de la ville. Elle employait environ 850 personnes. On y fabriquait des hydravions pour la Marine Nationale. Ce site industriel fut le théâtre de la première occupation ouvrière d'une usine en France en mai 1936, préfigurant les milliers d'occupations d'usines de juin 1936, étendues à toute la France, au tout début du gouvernement de Front Populaire.

Pendant cette occupation de l'usine, les ouvriers au nombre de 450 avaient bloqué toutes les portes d'accès et pratiquement séquestré le directeur, menaçant de saboter le précieux prototype de l'hydravion 730 Breguet. Les travailleurs demandaient la réintégration immédiate de deux grévistes licenciés (Friboulet et Vachon) pour avoir fait grève le premier mai 1936. Après deux jours de lutte renforcés par la spectaculaire solidarité ouvrière des Havrais de toutes les professions, notamment de 300 dockers, les ouvriers ont

obtenu la réintégration des deux grévistes ainsi que le paiement des deux jours de grève sans compter le remplacement du chef du personnel Gazon. Le succès de cette occupation des locaux s'explique notamment par l'efficace organisation du mouvement à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine par le puissant Syndicat des Métaux du Havre dirigé par Louis Eudier. L'encerclement de l'usine par les dockers du Havre joua un rôle décisif dans la réussite de la lutte des Breguet.



1. hydravion français Breguet 1940 IHS CGT 76

Cette victoire et toutes les autres victoires de cette année 1936 marquèrent profondément l'esprit collectif des ouvriers pendant les années qui suivirent.

Revanche et répression dans tout le pays le 30 novembre 1938

Entre ces succès de 1936 et la déclaration de guerre de septembre 1939, on retiendra la date fatidique du 30 novembre 1938 qui correspondait à une grève nationale de résistance aux décrets-lois du gouvernement Reynaud-Daladier, lesquelles annulaient les 40 heures et les acquis sociaux de 1936. Cette grève fut sévèrement réprimée et, lourde revanche patronale, des milliers de militants de 1936 furent licenciés dans toutes les usines de France. Par exemple 1300 militants licenciés définitifs le même jour (30-11-38) pour la seule Seine-Inférieure. L'usine Breguet n'échappa pas à cette hécatombe et perdit le même jour trente de ses plus actifs militants de la CGT.

L'usine Breguet sous l'Occupation

Puis vint la défaite de 1940, l'Occupation de la France et la collaboration du gouvernement de Vichy avec Hitler. L'une des premières mesures de ce gouvernement fut d'interdire les syndicats, CGT comprise. Louis

Eudier, réussit à recréer dès l'automne 40 un syndicat havrais, légal, qui servit de couverture à l'action clandestine de la CGT du Havre. Mais cela ne dura que jusqu'à juillet 1941, où Louis Eudier fut arrêté par la police française comme « secrétaire d'un syndicat communiste », première étape vers sa déportation à Auschwitz en juillet 1942. Dans cette période 40-41, le responsable de la CGT clandestine de l'usine Breguet était le jeune Louis Le Flem. Il avait échappé aux licenciements du 30 novembre 1938 car il était sous les drapeaux.

Chez Breguet comme au Havre, on subissait durement les affres de l'Occupation. Les avions britanniques bombardaient régulièrement Le Havre et une grande partie de la population dut se réfugier d'office à l'intérieur des terres parfois loin de leur ville. Le manque de ravitaillement était si dur que la population souffrit durant quatre ans de malnutrition.

En 1943 l'usine employait plus de personnes que toute autre usine dans la ville. Elle ne fabriquait plus d'hydravions entiers mais seulement des pièces d'avions au service exclusif du Reich. Le directeur, Robert Lechenet, était celui même qui avait été retenu deux jours par les grévistes de mai 1936. À la différence des 40 heures de 1936... « les ouvriers travaillaient maintenant 54 heures par semaine réparties sur six jours. En revanche, ils gagnaient plus que les ouvriers de toutes les autres usines métallurgiques au Havre. »¹

1. Chef du service des RG au sous-préfet du Havre, 6.4.43, 51W69, Archives Départementales, Rouen (AD) e.

Vichy après avoir, on l'a vu, supprimé toutes les libertés syndicales, avait promulgué la Charte du Travail en 1941 qui envisageait de favoriser l'entente entre patrons et ouvriers, prônée par le régime de Vichy, et d'éviter la lutte des classes. En 1943 l'un des éléments de cette Charte qui avait été instauré était les Comités sociaux. À l'usine Breguet le Comité social était composé de quatorze personnes dont seulement deux étaient ouvriers. Ce Comité, dans le contexte oppressif et misérable de l'Occupation, se limitait à organiser une cantine et un jardin collectif aux abords de l'usine pour faire face aux considérables besoins alimentaires du personnel de l'usine. Les Comités sociaux étaient sous le contrôle du patronat.

Malgré leurs salaires relativement hauts et l'approvisionnement de la cantine et des jardins, les salariés n'étaient pas satisfaits. Selon le Chef du service des Renseignements Généraux (RG) : ils désiraient « faire représenter le personnel par des délégués élus et non pas nommés ». La raison pour ce désir selon les RG : « Le souvenir de l'agitation de 1936 à 1939 n'est effacé ni dans l'esprit des ouvriers ni dans celui des dirigeants ». De plus le policier de « surveillance de l'ambiance » des entreprises prévenait que « les ouvriers seraient disposés à participer à plus d'agitation si l'occasion se présentait. »²

L'occasion se présenta en novembre 1943 quand le Parti Communiste en Seine-Inférieure demanda à tous les groupes résistants de préparer des « manifestations patriotiques » pour le 11 novembre, vingt-cinquième anniversaire de l'Armistice 1918.³ Au même moment la BBC avait invité les ouvriers français à commémorer le 11 novembre en arrêtant le travail entre 11 heures du matin et midi. Cet appel fut entendu et suivi par presque toutes les usines de grande et moyenne importance dans la ville.

Tous les ouvriers à l'usine Breguet firent cette grève mais, semble-t-il seuls parmi les autres usines au Havre ils utilisèrent cet acte de résistance contre l'occupant allemand pour faire valoir leurs propres revendications. Le chef du service des RG écrivit : « Pendant l'heure de la grève, une délégation de quelques membres du personnel s'est présentée à M. Lechenet, le Directeur de l'Établissement, pour lui demander de réunir le Comité social, afin de lui présenter certaines revendications du personnel. »⁴ Cependant Lechenet a refusé en disant qu'il ne désirait pas écouter des doléances dans un sentiment de menace ou de contrainte.

L'envie de l'action parmi la main d'oeuvre à l'usine Breguet se révéla plus forte deux jours après le 11 novembre. La même délégation du Comité social déposa dix lettres de revendications en provenance de toutes les sections de l'usine ; la demande principale était une augmentation de salaire.⁵

Une délégation auprès de la direction, trois jours plus tard, reçut la réponse de Lechenet à toutes ces reven-

dications. Il leur répondit qu'il ne pouvait pas leur donner satisfaction. Il leur rappela que les ouvriers de Breguet gagnaient plus que d'autres ouvriers ailleurs au Havre, et qu'ils avaient maintenant la possibilité de gagner même plus après l'introduction par la direction du salaire au rendement.

Les ouvriers répondirent à ce refus du directeur par une décision de réduire leur rendement d'une heure de travail, ce qui eut comme résultat de faire perdre à l'usine environ huit cents heures de travail par jour.

La tragique affaire Louis Le Flem en février 1944

Louis Le Flem, dirigeant clandestin de la CGT dans son usine, jouissait d'une grande popularité auprès du personnel Bréguet.⁶ Les ouvriers l'avaient élu trois fois comme représentant au Comité social et trois fois la direction avait opposé son veto.

Le 31 janvier 1944 Louis Le Flem termina « un travail pour lequel lui et son aide... avaient mis cent quarante heures de travail contre soixante-quinze heures en temps normal. Ce que voyant, le chef des ateliers décida de rétrograder Le Flem de catégorie ».⁷ Louis Le Flem, craignant des représailles plus graves, se rendit au Comité social pour dire qu'il reconnaissait qu'il avait fait une erreur. Le lendemain tous les ateliers dans l'usine se mirent en grève pendant une heure pour protester contre la décision de le rétrograder. Les ouvriers estimaient que la punition était trop dure, compte tenu que Le Flem avait admis qu'il s'était trompé. Aussi, Louis Le Flem ne voulait pas que les ouvriers se mettent en grève pour lui par crainte d'être arrêté par les autorités allemandes. Ainsi, il continua à travailler pendant la grève avec une quarantaine d'autres non grévistes tandis que le reste de l'usine arrêtait le travail.

Louis Le Flem avait raison de craindre de lourdes conséquences. Une semaine plus tard, le 10 février 1944, il fut arrêté par la Gestapo pour sabotage. Ce que Le Flem avait fait, qui apparaît comme un acte secondaire de

2 Le Bizerte avant le premier vol
IHS CGT 76

2. Commissaire principal des RG au sous-préfet, 6.4.43, 51W69, AD

3. M-P Dhaille-Hervieu, Communistes au Havre : histoire sociale, culturelle et politique (1930-1983), Rouen, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2009, 150-1

4. Chef du service des RG au directeur des RG à Vichy, 11.11.43, 51W70, AD

5. Copies des lettres au directeur de l'usine 11.11.43, 51W70, AD

6. Dhaille-Hervieu op cit, 152

7. M Botet, Inspecteur du Travail à l'Inspecteur Divisionnaire du Travail, 2.2.44, 51W71, AD



3 Le fameux prototype 730 Bréguet, particulièrement protégé par les grévistes en 1936 ;
Collection
Albert Perrot.

8. Inspecteur Poupinel au commissaire de police aux RG, 24.10.44, 51W71, AD,

9. Le commissaire de police aux RG au sous-préfet, 10.11.44, 51W71, AD

sabotage, semble avoir été transformé par le directeur, en opportunité de renvoyer un perturbateur de l'usine. En fait Louis Le Flem était un homme clé de la clandestinité syndicale du Havre.

Suite à son arrestation, Louis Le Flem fut interné à la Prison de l'Arsenal au Havre qui était une annexe de la prison principale de la ville. Dix jours plus tard il réussit à s'en évader, poursuivi par des soldats Allemands. Après la guerre, un rapport de la police française indiquait que Louis Le Flem était mort en tombant du haut d'un immeuble où il s'était réfugié. Cette version des faits qui dédouanait les hommes en armes qui le poursuivaient, sera plus tard contestée par la Résistance Havraise.

Après sa mort il y eut beaucoup de graffitis à l'intérieur de l'usine contre le directeur. Les inscriptions le menaçaient de mort et le rendaient responsable de la mort de Louis Le Flem.⁸

En octobre 1944 Lechenet fut arrêté par ordre du Ministre de l'Air sous l'inculpation de haute trahison pour avoir travaillé pour le compte de l'ennemi, et aussi pour la dénonciation de Louis Le Flem à la Gestapo.⁹

Conclusion

En conclusion, il est frappant de voir comment les ouvriers de l'usine Breguet ont continué à se conduire comme des syndicalistes. Bien qu'ils aient perdu leur syndicat et leurs dirigeants syndicaux depuis décembre 1938 et le début de l'Occupation, ils ont trouvé de nouveaux dirigeants et de nouvelles manières de s'organiser. Malgré tous les efforts de Vichy pour détruire la notion de représentation ouvrière, les ouvriers tenaient à ces droits qu'ils avaient obtenus par les luttes au moment du Front Populaire. Cette volonté de continuer imperturbablement la lutte revendicative durant les années noires, allait à l'encontre des oppresseurs qui recherchaient soumission et paix sociale à tout prix. Revendiquer pour améliorer le sort des travailleurs fut une composante essentielle de la Résistance à l'envahisseur nazi.

Malheureusement, en 1944 il était beaucoup plus dangereux pour les syndicalistes de s'organiser ouvertement et le jeune Louis Le Flem y perdit la vie.

« Il est frappant de voir comment les ouvriers de l'usine Breguet ont continué à se conduire comme des syndicalistes. Bien qu'ils aient perdu leur syndicat et leurs dirigeants syndicaux depuis décembre 1938 et le début de l'Occupation, ils ont trouvé de nouveaux dirigeants et de nouvelles manières de s'organiser. »



Pages d'histoires
de la Raffinerie TOTAL
Normandie



Pages d'Histoires de la Raffinerie Total Normandie

Installée au cœur de l'estuaire de la Seine, à quelques encablures du Havre, la Compagnie Française de Raffinerie est aujourd'hui la propriété de la multinationale Total. Elle ne passe pas inaperçue dans le paysage. La nuit, ses feux nous rappellent que l'industrie pétrolière fait rarement une pause.

Créée au lendemain de la première guerre mondiale pour des raisons stratégiques liées à l'indépendance nationale, la raffinerie va vivre toutes les problématiques liées à la place de l'industrie pétrolière dans notre pays. Très vite, un syndicat CGT va prendre racine et son histoire va se confondre avec celle de l'entreprise.

Cet ouvrage collectif fait appel à des souvenirs, à la mémoire, de celles et de ceux qui ont vécu de l'intérieur la vie quotidienne dans une raffinerie au cours de ces dernières décennies. Il s'agit, bien évidemment d'une histoire sociale, avec ses grands mouvements de grève et ses actions permanentes pour la défense des intérêts individuels et collectifs des salariés.

Le syndicat CGT naît quelques mois avant la victoire du Front populaire et les grèves qui vont ponctuer l'été 1936. Les salariés vont durant cette période occuper l'entreprise durant plusieurs jours. Confrontés à la volonté du patronat de l'industrie du pétrole d'individualiser les salaires de chacun et d'y ajouter des touches d'augmentation au mérite, les grévistes vont exiger une convention collective où la qualification et les compétences de chacun seraient enfin reconnues. Dans un tel contexte de déferlante sociale les délégués de la CGT vont évoluer dans un environnement combatif et politique qui va marquer au fer rouge une culture syndicale transmise de génération en génération. Ils vont

aussi vivre d'autres conflits, parfois très durs, avec une volonté farouche de surmonter les difficultés liées trop souvent à la répression. Mais l'essentiel reste la pertinence de l'engagement syndical de toutes ces générations de militantes et de militants, engagement synonyme d'émancipation humaine.

La présence d'un syndicat de la CGT à la raffinerie depuis sa création a modifié, et continue de modifier profondément la manière de concevoir le social et le niveau des salaires, les conditions de travail, la sécurité, le rôle du comité d'entreprise... Une histoire qui permet de ne pas lire le réel par le petit bout de la lorgnette. Dans tous les cas de figure, quelle que soit la forme de lutte, le syndicat agit, stimule, aide, soutient, coordonne, négocie. Il est toujours au cœur des luttes même s'il n'est pas à tout moment déclencheur. Le syndicat ne se résume donc pas à la grève, même si cette dernière constitue la forme la plus éclatante de l'action, c'est d'abord et avant tout une école de solidarité et de fraternité, un lieu où l'on peut se défendre mieux soi-même en défendant les autres. Marcel Sautier, ancien responsable du syndicat de la raffinerie, avec son expérience, décrit la dimension sociale, culturelle et humaine du syndicat de cette manière: « Le syndicat, présent et presque omniprésent, faisait partie intégrante de la façon de vivre, de travailler, de se défendre... On idéalise un peu, mais nous passions tel-

**Couverture
du livre**
IHS CGT 76



lement de temps ensemble que s'instaurait une certaine fraternité, une solidarité sans faille... ». S'ajoute, à l'évidence, la réalité d'être confronté au danger permanent. Ici, les accidents du travail sont rarement anodins. Leurs conséquences sont souvent dramatiques. Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) obligatoire dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés a été supprimé dans le nouveau code du travail. Il a été remplacé par un comité social et économique (CSE) où tous les représentants des salariés deviennent polyvalents avec moins de moyens. Certes, le gouvernement d'Emmanuel Macron s'est empressé de déclarer que « des commissions dédiées à la sécurité seront créées dans les usines à risques », mais si la responsabilité des risques industriels et professionnels est d'abord de la responsabilité de l'entreprise force est de constater comme une évidence que la sécurité passe d'abord et avant tout par les salariés. Supprimer une telle structure dédiée à la sécurité pour quelques euros d'économie sur les coûts de production semble dérisoire au regard du chiffre d'affaires et des profits d'une multinationale et du montant des dividendes versés à ses actionnaires. Cette recherche d'économie se concentre le plus souvent sur l'emploi, avec une réduction constante des effectifs, un recours à la sous-traitance en cascade employant elle-même du personnel précaire peu ou pas formé. Le tout au détriment de la sécurité. Pour tous les établissements, à fortiori s'il y a risques, les CHSCT, instances de contrôle des obligations des employeurs doivent être maintenus avec des prérogatives renforcées notamment sur les questions environnementales. Ces questions prennent une place importante dans cet ouvrage. Les militants de la CGT de la raffinerie y sont particulièrement sensibles. Ils agissent, en permanence, à faire en sorte que les salariés soient « les sentinelles du risque industriel ». Leur culture est celle de la prévention, pas celle du risque.

Cet ouvrage met en évidence, avec toutes ses luttes depuis des décennies, qu'il n'y a pas de forme de lutte meilleure qu'une autre, tout dépend du contexte, du rapport des forces. L'important ce n'est pas la forme, c'est surtout d'en être et d'être syndiqué. Il démontre aussi, qu'on ne peut faire l'économie de la contestation du coût du capital et de la part que celui-ci s'attribue dans la répartition des richesses. En clair, on ne fera pas l'économie de la lutte des classes si on veut changer l'ordre des choses existant.

Durant toutes ces années, l'engagement syndical était motivé par la perspective d'un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail et d'un monde meilleur. Pas le meilleur des mondes, mais un monde où le progrès social avait du grain à moudre, où il était possible, toujours possible de vivre un peu mieux. Lorsqu'on doute de la possibilité d'un monde meilleur, il devient difficile de s'engager. Alors on s'indigne ! « Mais il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager » pour reprendre une formule de Georges Séguy.

Jamais peut-être, si on jette un regard dans le rétroviseur de notre histoire, le mouvement ouvrier, à l'image de la société dans laquelle nous vivons, n'avait été confronté à une telle dépolitisation. Elle se traduit sous plusieurs formes. Celle de douter de l'utilité et de l'efficacité du syndicat en est une. La prégnance de l'identité qui a tendance à prendre le pas sur le social en est une autre. Plus pernicieuse, plus dangereuse. La posture identitaire ne signifie pas seulement le rejet de l'étranger, elle renvoie à l'individualisme, elle suppose de remettre en cause tout ce qui est collectif dans notre société. Qu'est-ce qui est collectif ? La Sécurité sociale ; la retraite par répartition ; le comité d'entreprise, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ; la solidarité à l'égard des plus démunis ; les syndicats.

Cet ouvrage laisse entrevoir les chantiers à venir. Comment, par exemple, appréhender dans les conditions de notre époque, notre double besoin de défense individuelle et collective des salariés, des retraités, des précaires, avec la perspective d'une transformation sociale de la société en veillant à notre indépendance. Une politisation citoyenne, en quelque sorte, qui redonne au social toutes ses lettres de noblesse et qui bat en brèche le repliement sur soi, l'individualisme et les postures identitaires.

Jacky Maussion

Les rédacteurs de ce livre : Jean Hamel ; Marcel Saunier ; Philippe Saunier ; Serge Lecat, André Nicolas ; Patrick Gaffe ; Pierre Michel ; Raymond Loisel ; Patrick Varache ; Dominique Pernel ; Didier Bocquet ; Alexis Antonioli.

On peut se procurer ce livre au siège de l'IHS à l'Union Locale du Havre, à l'Union Locale d'Harfleur Gonfreville et au syndicat CGT Total. Prix : 12 euros.

DRESSER-RAND

Comme une usine dans la ville ou laisse-moi te dire... Mazeline

Dans cette période où les salariés de Dresser-Rand sont dans la tourmente, comme d'autres salariés de plusieurs fleurons industriels de notre département, il nous est apparu utile de revenir sur le livre publié en 1988 par Albert Perrot, dirigeant emblématique du syndicat CGT de l'entreprise :

Laisse-moi te dire... Mazeline.

Livre passionnant, il donne à découvrir la vie réelle: celle de la solidarité, celle de la lutte, celle de l'engagement militant... Le personnage principal, l'usine, constitue un décor vivant et attachant, mais ce qui importe ce sont les êtres humains: *« Je ne souhaite qu'une chose, c'est que ce livre puisse aider les acteurs de la vie sociale d'aujourd'hui à forger un avenir où l'homme ait toute sa place, c'est-à-dire la première ».*

Lorsqu'il entre à l'usine le 19 mars 1954, Albert Perrot, le jeune ouvrier, se trempe tout de suite dans un bain où il sera toujours à l'aise. Les syndicats viennent de décider 24 heures de grève et celui qui deviendra rapidement le dirigeant de la CGT dans l'entreprise observe, discute, noue des liens d'amitié, comprend, s'engage dans un combat passionnant et passionné. Il raconte et un tel récit, beaucoup trop rare dans le flot des publications qui nous inonde, mérite d'être souligné pour son originalité.

Le travail dans une usine n'est pas exclusivement vécu comme une aliénation. Bien sûr, il y a l'exploitation, parfois féroce, la répression, l'angoisse des lendemains lorsque çà va mal, lorsque des licenciements se profilent... Mais il y a aussi les camarades, la solidarité, l'apprentissage d'une vie riche en satisfactions personnelles, l'amour de la « *belle ouvrage* ». Albert Perrot nous entraîne dans le monde ouvrier, le monde des usines; avec le regard acéré de l'humaniste militant: *« c'est toute une vie d'homme qui s'abrite et se déroule derrière ces murs, où le rire se mêle à l'angoisse et aux inquiétudes, où le plaisir et la fierté du travail accompli se mélange à la rancœur, à la révolte, à l'amertume, où l'affrontement succède à des élans de solidarité et de fraternité. La vie d'usine est faite de tout cela, de lassitude, de contraintes, de moments d'émotion ».* Et puis, une certaine tendresse: *« Le soir venu, parfois tard dans la nuit, je les ai vus sortir, les épaules un peu voûtées, portant le poids d'une dure journée, mais aussi dans l'œil la satisfaction d'une journée bien remplie, avec la fierté d'un travail bien fait, et la joie au cœur de retrouver femme et enfant ».*

De Mazeline en Dresser-Rand, en passant par Dresser Dujardin et Dresser France, à chaque fois que l'appellation se modifie, elle donne prétexte aux licenciements. Il y eut à l'aube des années 80 l'épisode de l'embargo. L'histoire de cette usine prend valeur d'exemple: sans l'action et l'unité de tous les salariés, toutes catégories et syndicats confondus, il y aurait aujourd'hui au seuil de la Porte Océane de jolis bâtiments complètement modifiés devenus des abris pour les mouettes et les goélands. Aujourd'hui Siemens fait le choix de vider de sa substance une entreprise dont la main d'œuvre hautement qualifiée permet de réaliser de juteux profits. L'histoire de cette usine s'apparente comme une sœur jumelle à l'histoire du Havre. Née avec l'industrialisation de la région, elle va battre pendant plus d'un siècle au rythme des luttes et des espoirs des ouvriers havrais.

Au moment où nous écrivons le groupe Siemens maintient une stratégie qui se traduirait par 295 licenciements. Ce n'est pas fini ! Dresser-Rand peut rester et restera une usine dans la ville. Solidarité !

Jacky Maussion



1 Couverture du livre d'Albert Perrot.

IHS CGT 76

2 Manifestation récente devant l'entreprise.

Photo Luc Bourlé



CGT Navale, une histoire havraise

1 ACH
1995-2000.
De l'espoir
à la désillusion.
Jean-Denis
Dupéroux.
*Un point c'est tout !
édition.*

2 Manifestation
le 17 octobre
1998 au Havre.
Collection
Jean-Louis Jegaden.

3 Chimiquier
sur le chantier.
Collection
Jean-Louis Jegaden.

Implantée dans le chantier naval depuis de nombreuses années, la CGT a bénéficié de l'expérience de ses anciens militants.

Pour le syndicat CGT des ACH, la principale difficulté rencontrée pour accomplir sa mission, réside dans le fait que le personnel de l'entreprise se trouve éparpillé sur plusieurs sites. Autre difficulté le recours massif, par la direction des ACH, aux intérimaires et sous-traitants. Dans son activité le syndicat CGT a toujours mis un point d'honneur à prendre en compte et défendre les intérêts des personnels extérieurs.

Une préoccupation forte, la vie syndicale au quotidien. Veiller à la formation des militants, un enjeu majeur. La démocratie syndicale, la mise en place de comité de grève, faire remonter à la direction du syndicat les propositions d'actions. Veiller à la transparence dans la gestion de la lutte, une priorité. La création d'une section UFICT en est une résultante. Le bulletin du syndiqué l'Echo des coursives est créé. Au cours de ces années, de nombreux militants du syndicat des ACH ont intégré les rangs de nos différentes instances. L'importance d'entretenir des rapports et des liens étroits avec ces instances, prend toute sa mesure lors des grandes luttes que peut mener un syndicat.

Notre syndicat a eu l'occasion de le constater à maintes reprises, notamment lors de son dernier grand conflit, où le soutien de toute la CGT s'est manifesté, au plus haut niveau avec la venue du secrétaire général de la confédération, Louis Viannet le 9 novembre 1997 et celle de Maryse Dumas, le 1er mai 1999.

D'octobre 1998 à juin 1999, la lutte pour sauver les ACH a été quasi permanente. Avec leur syndicat CGT, leur comité de soutien et l'appui de la population havraise, les salariés du chantier naval ont mené une lutte exemplaire, émaillée d'actions et de grandes manif, dont l'écho résonne encore, vingt ans après, dans les rues du Havre.

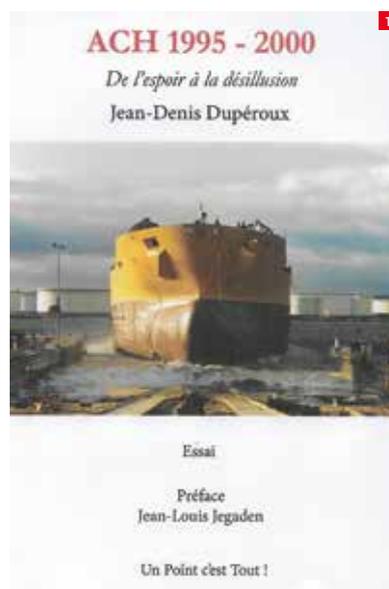
Cela n'a pas suffi face à l'obsession affichée par le gouvernement de l'époque de vouloir tirer un trait sur cinq cents ans de construction navale au Havre.

Jean Denis Dupéroux
Secrétaire du syndicat CGT
des ACH de 1985 à 1999

Dans l'entreprise, les conditions de travail étaient particulièrement dures, surtout en réparation navale. Les accidents étaient fréquents, mais l'amour du métier et la fierté ouvrière l'emportaient pourtant. Souvent lors du lancement des navires, toute la famille des ouvriers venait assister au lancement. Les salaires restaient très bas et la politique salariale était tellement faible que la plupart des ouvriers étaient obligés de faire des heures supplémentaires. Ils fabriquèrent des bateaux prestigieux comme le premier paquebot à voile, le Windstar en 1986, puis le Club Med 1 en 1990 et le Club Med 2 en 1991, ou encore en 1995 le Marion Dufresne, un navire océanographique.

Le savoir-faire des « bijoutiers de la métallurgie » que se plaisaient à évoquer les patrons de la construction et réparation navale havraise, fut remis en cause en mars 1995, quand la direction des ACH accepta la construction de trois chimiquiers de l'armement norvégien, STOLT Nielsen. Alors que tout s'y opposait, les salariés continuaient à travailler et à construire les navires et ainsi ne fermèrent pas le chantier. Cette lutte dura jusqu'en juin 1999. L'Etat avait décidé de fermer les chantiers.

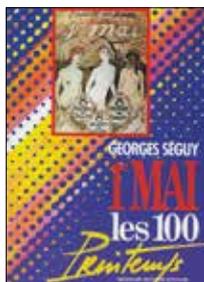
Jean-Louis Jegaden
Secrétaire du Comité d'Entreprise.
Président de l'ADIAS.





Bibliothèque du syndicat et de l'Union Locale

Nous vous proposons une deuxième liste d'ouvrages qui pourrait être l'occasion de renouer avec la mise en place de la bibliothèque du syndicat et de l'Union Locale. Elle sera complétée au fil des numéros de notre revue par vos suggestions et vos propositions.



1^{er} mai, les 100 printemps

Georges Séguy. Avec la collaboration de l'Institut CGT d'Histoire Sociale. Maquette couverture de François Féret avec affiche de Grandjouan. 1989. Messidor/Éditions sociales.



Fils de 36. Une vie de militant. Serge Laloyer

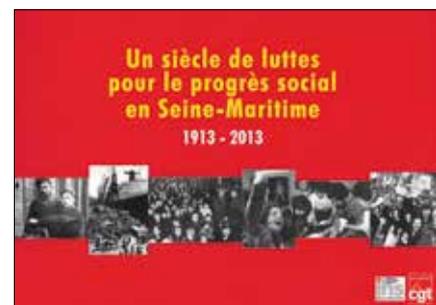
DVD. Portrait par Jean-Luc Wéber. Musique Ionel Radu. Fils de 36, génération 68, Serge Laloyer n'est pas du monde d'avant, il est celui de l'avenir qu'il nous reste à imaginer et à construire. IHS CGT Seine-Maritime.



Luttes sociales

Un siècle de l'Union Locale CGT de la région dieppoise 1919-2019

Sous la direction de Jacky Maussion, président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime. Textes de Sylvain Brière, Christian Cuvilliez, Guy Décamps, Mathias Dupuis, Sébastien Jumel, Nicolas Langlois, Jacky Maussion, Georges Trébot. Postface de Pascal Morel, secrétaire des syndicats CGT de l'Union Départementale de Seine-Maritime et de Lionel Lerogeron secrétaire du comité régional CGT Normandie. IHS CGT 76, UL CGT Dieppe, UD CGT 76, Comité régional CGT Normandie.



Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime

1913 - 2013

François Auvray; Marius Bastide; Sylvain Brière; Jacques Defortescu; Nicole Defortescu; Régis Gasse; Serge Laloyer; Pierre Largesse; Pierre Lebas; Gilbert Ledorner; Jacky Maussion; Anita Ménendez; Germain Narzis; Robert Privat; Christian Stephan.

Conception graphique Paul Bonmartel. IHS CGT 76 - Union départementale des syndicats CGT.



Les visages des martyrs

Union locale des syndicats du Havre. IHS CGT 76. ARAC. FNDIRP. Pierre Lebas, Thierry Leballeur, Luc Bourlé, Roland Ricouard.



Fil rouge hors-série. Septembre 2009.

Faut-il remettre en cause l'esprit et les acquis de mai-juin 1968.

Journée organisée par l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime, avec le soutien du Conseil Général de Seine-Maritime et l'Union départementale CGT de Seine-Maritime, de l'Institut national CGT d'Histoire Sociale, de la Confédération Générale du Travail, de l'UNEF, de la MACIF. La transcription écrite de l'enregistrement audio des travaux du colloque a été réalisée par Corinne Millet et coordonnée par Robert Privat pour la rédaction. Avant-propos de Gilles Pichavant.



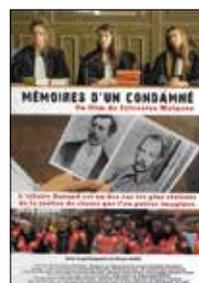
En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite

Vincent Edin
Éditions de l'Atelier.
CGT, FIDL, FSU, LDH,
MRAP, Solidaires,
UNEF, UNL.



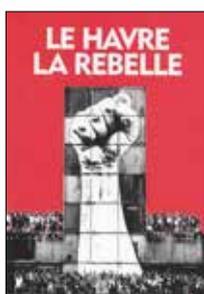
Le fil rouge n° 50. 17 ans d'histoires sociales en Seine-Maritime.

Luc Bourlé, Sylvain Brière, Jacques Defortescu, Serge Laloyer, Pierre Leblic, Marcelle Marécal, Jacky Maussion, Germain Narzis, Robert Privat, Pierre Toutain, Gérard Vandenhede.
IHS CGT 76. Conception graphique Médiris.



Mémoires d'un condamné

DVD. Un film de Sylvestre Meinzer
L'affaire Durand est l'un des cas les plus violents de la justice de classe que l'on puisse imaginer. 82 minutes. 30 minutes de scènes additionnelles et à l'intérieur un journal de quatre pages qui a accompagné la sortie du film en salles. Une production Lardux Films - TV Bocal avec le soutien de la Région Normandie du Centre National du Cinéma et de l'image animée, de la Procirep et de l'Angos.



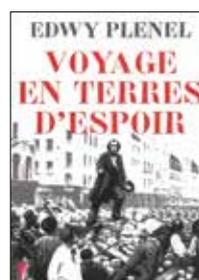
Le Havre la rebelle

Jean-Pierre Levaray
Gilles Adam, Marius Bastide, Corinne Belet, Luc Bourlé, Alain Bozec, Brav, Abdourahmane Camara, Frédérique Caillon-Cristofani, Hyacinthe Cannibale, Jean-Pierre Castelain, Pascal Colé, Muriel Cosquer, Alexis Delahaye, Dominique Delahaye, William Delannoy, Laurent Delaporte, Maryline Dujardin, David Forehead, Johann Fortier, Giuglietta, Patrick Granet, Catherine Harou, Stéphane Hauguel, Philippe Huet, Jean-Louis Jegaden, J.R., Reynald Kubecki, Little Bob, Patrick Leblach, Pierre Lebas, Lionel, Philippe et Stéphane Lebourg, Doris Le Mat-Thieulen, Jean-Pierre Levaray, Anne Lizy, Jacky Maussion, Marc Mayeu, Sylvestre Meinzer, Mathias Nouel, Alain Ponvert, Annette Richeux, Jacques Richer, Riff, Brigitte Roussel, Philippe Saunier, Claude Simon, Sirou, Janne Toivonen, Nicole Vatinet, Zona Yarost.
Union Locale des syndicats CGT du Havre 2017.



Tempête et colère aux ACH

Albert Perrot
Préface de Jean-Louis Jegaden
VO Éditions. 2001.



Voyage en terres d'espoir

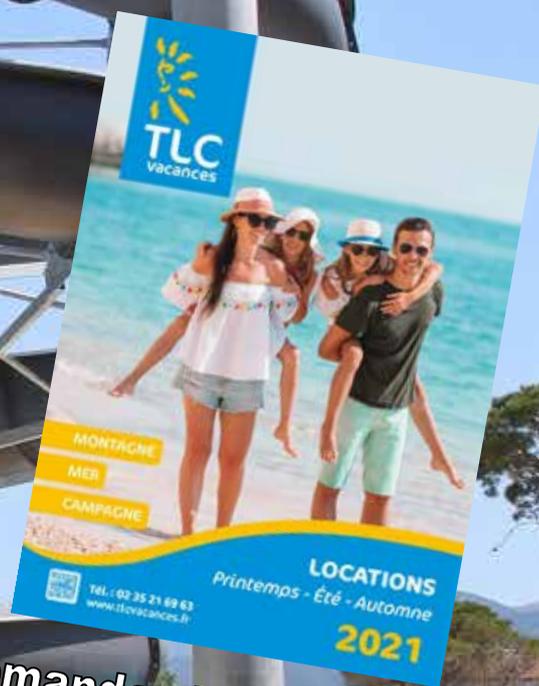
Edwy Plénel
En hommage au Maitron
Les Éditions de l'Atelier.
2016.



TLC
vacances

LOCATIONS - VACANCES FRANCE

**Pour profiter du Printemps,
Inscrivez-vous maintenant !**



Demandez le catalogue

**www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63**